

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
CS 70527
28019 Chartres

Chartres, le 03/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche

115 Rue de Chartres
28800 Bonneval

Références : IC260100
Code AIOT : 0010000096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche implanté ZI Rue des Mesliers 1, Route de Magny 28120 Illiers-Combray. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

- suites de la précédente visite d'inspection du 14/02/2024 (art 21 et 22 de l'AM du 04/10/2010, art 2, 17.1 et 23 de l'APC du 04/05/2009 et art 3 de l'AM du 29/03/2004) ;
- propreté du silo ;
- système de dépoussiérage ;
- vérification des installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Coopéra Agrico de Bonneval Beauce/Perche
- ZI Rue des Mesliers 1, Route de Magny 28120 Illiers-Combray
- Code AIOT : 0010000096
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site CABBP d'Illiers-Combray est régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 février 2000, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 25 octobre 2002, du 22 juillet 2005 et du 4 mai 2009. Il est classé sous le régime de l'autorisation pour les activités de stockage et négoce de céréales, et héberge une activité soumise à déclaration de stockage et négoce d'engrais liquides.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Notice de vérification des antennes contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Propreté des silos	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Dispositifs de protection contre la foudre	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 13.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation bâtiment Sud	AP Complémentaire du 04/05/2009,	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	bâtiment Sud Voie SNCF	du 04/05/2009, article 2	d'action corrective	
2	Silos - Surveillance des installations	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Extracteurs à poussières	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Vérification complète des installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Surveillance vieillissement des installations	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 23	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
10	Installations électriques et équipements	AP Complémentaire du 04/05/2009, article 14.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation bâtiment Sud Voie SNCF

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2009, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Bâtiment exploité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
Prescription contrôlée : Les capacités de stockages de céréales et autres grains de la rubrique ICPE n°2160 sont

constituées :

- du silo 1 vertical béton « petit silo » d'une capacité de 2 667 m³ composé de 10 cellules ouvertes de 266,7 m³.
- du silo 2 vertical béton « grand silo » d'une capacité de 16 333 m³ composé de 16 cellules fermées de 933,3 m³ et 7 as de carreaux fermés de 200 m³.
- du silo plat « Labadie » composé d'une case rectangulaire ouverte de 17 334 m³.

Constats :

Constat VI du 08/04/2021 :

Un diagnostic liste un total de 17 « désordres » répartis sur les 3 silos installés sur le site (Petit silo, Grand silo, silo Labadie) ainsi que sur l'ancien silo installé de l'autre côté des voies de chemin de fer. L'exploitant est invité à clarifier la situation d'exploitation du bâtiment de stockage de céréales situé côté Sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain.

Par courrier daté du 06/08/2021, l'exploitant indique que "ce bâtiment est régulièrement exploité par la coopérative depuis l'origine pour stocker des céréales".

Constat VI du 14/02/2024 :

L'exploitant a indiqué que le bâtiment situé côté Sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain est régulièrement utilisé dans le cadre des activités de l'établissement. Il a par ailleurs indiqué que ce bâtiment est contrôlé lors des vérifications réglementaires encadrant l'établissement (électricité, équipements de défense incendie...). L'inspection des installations classées n'a pas connaissance de l'exploitation de ce bâtiment, et celui-ci n'est pas listé dans les capacités de stockage listées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 mai 2009. Par ailleurs, ce bâtiment n'est pas listé dans les capacités de stockage de céréales dans le dossier d'autorisation de février 1999 ou dans le dossier de complément du 25 septembre 2003. L'exploitant doit clarifier la situation administrative du bâtiment de stockage de céréales situé côté sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain, et le cas échéant la régulariser.

VI du 22/01/2026 :

L'inspection des installations classées a constaté que le bâtiment situé côté Sud de la voie SNCF Chartres-Courtalain est un bâtiment de stockage de céréales non classé. Ce bâtiment est situé de l'autre côté de la voie de chemin de fer.

L'exploitant a indiqué que ce bâtiment est exploité de manière indépendante au site soumis à autorisation. C'est pourquoi ce bâtiment n'est pas listé dans les capacités de stockage de céréales dans le dossier d'autorisation de février 1999 ni dans le dossier de complément du 25 septembre 2003, ni dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 04/05/2009.

Selon l'exploitant, ce site n'est pas soumis à la nomenclature ICPE car les quantités stockées sont inférieures aux seuils de déclaration.

L'inspection n'a pas contrôlé la conformité de ce bâtiment à la réglementation ICPE.

Bien que le site ne soit pas soumis à la réglementation spécifique des ICPE, l'exploitant est seul responsable de la conformité de ses activités au regard de la réglementation générale en vigueur. Cette responsabilité s'exerce notamment en matière de sécurité incendie, où l'exploitant doit garantir la mise en œuvre des moyens de prévention, de détection et de lutte contre le feu adaptés aux risques générés par son exploitation (Code du Travail ...). Plus largement, il lui incombe de veiller à la maîtrise de tous les risques - techniques, environnementaux ou sanitaires - afin d'assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement, conformément à son obligation générale de prudence et de diligence.

Constat : Pas d'écart constaté. L'écart constaté lors de la visite du 14/02/2024 est donc levé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Silos - Surveillance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat VI du 08/04/2021 : Non-présentation, absence de justificatif de formation [du responsable de site et du magasinier présent durant l'inspection] sur les risques présentés par les silos de stockage de céréales. Par courrier daté du 06/08/2021, l'exploitant indique que "<i>la formation va être mise à jour</i>".</p> <p>Constat VI du 14/02/2024 : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un justificatif de formation récent sur les risques liés aux silos du magasinier présent durant l'inspection.</p> <p>VI du 22/01/2026 : L'exploitant a transmis à l'inspection l'attestation de formation "Prévention des risques Incendie Explosion (IEP) de l'agent collecte appros. Dans le cadre de l'organisation fixée par le Responsable d'Exploitation, il assure tous les travaux liés au stockage de céréales et à la distribution des produits appros du silo d'Illiers-Combray. Son plan de formation n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p>Constat : Pas d'écart constaté. L'écart relevé lors de la visite du 14/02/2024 est donc levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extracteurs à poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2009, article 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements électriques

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule ou les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 08/04/2021 :</u> Il a été observé la présence d'extracteurs de poussières installés au-dessus des cellules du silo n°2, et dépourvus de moteur d'entraînement à axe déporté. Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'absence de dangerosité de ces équipements. <u>Par courrier daté du 06/08/2021,</u> l'exploitant a indiqué que <i>"les équipements sont hors tensions et ne présentent donc pas de danger"</i>.</p> <p><u>Constat VI du 14/02/2024 :</u> L'exploitant a indiqué que les équipements ne sont pas alimentés, entièrement débranchés du panneau d'alimentation des installations électriques. Il estime qu'au vu de l'absence d'alimentation, la dangerosité des extracteurs de poussières est quasiment nulle, et complète son analyse en se basant sur l'absence d'accident lié à un extracteur non alimenté dans les bases de données nationales d'accidentologie. L'inspection des installations classées prend note de cet argumentaire. Cependant, l'exploitant n'a pas présenté d'élément, physique ou documentaire, justifiant de la déconnexion électrique effective des extracteurs de poussière du silo 2. Dans l'attente de la transmission d'un tel justificatif, le présent constat ne peut être soldé. L'exploitant doit transmettre un justificatif de la déconnexion électrique effective des extracteurs de poussière du silo 2. <u>Par courriel daté du 19/01/2026,</u> l'exploitant a indiqué à l'inspection que <i>"les extracteurs de poussières du silo 2 ne sont désormais plus alimentés électriquement."</i></p> <p><u>VI du 22/01/2026 :</u> Lors de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection que les équipements sont hors tensions. <u>Par courriel reçu le 26/01/2026,</u> l'exploitant a transmis un justificatif qui indique que <i>" les deux extracteurs du silo 2 (petit silo) situés à Illiers-Combray ne sont plus alimentés électriquement. Ils ne peuvent donc pas être mis en route par le personnel en charge de l'exploitation du site "</i>.</p> <p><u>Constat :</u> Pas d'écart constaté. L'écart relevé lors de la visite du 14/02/2024 est donc levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Vérification complète des installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 08/04/2021 :</u> D'après le rapport DEKRA de vérification visuelle des équipements contre la foudre du 21 décembre 2020 N°093709482001R001, la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre a été réalisée le 15 octobre 2013.</p> <p><u>Constat VI du 14/02/2024 :</u> Le rapport liste une non-conformité concernant la détérioration d'un compteur d'impact de foudre. L'exploitant a indiqué prévoir le remplacement de ce compteur. Conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant dispose d'une période d'un mois à compter de la vérification pour effectuer la remise en état.</p> <p><u>VI du 22/01/2026 :</u> L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre n° 093709482501R001 émis par l'organisme DEKRA et daté du 30/10/2025. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations ont fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent dans les 2 ans à compter de la visite d'inspection.</p> <p><u>Constat :</u> Pas d'écart constaté. L'écart relevé lors de la visite du 14/02/2024 est donc levé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Notice de vérification des antennes contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des équipements de protection foudre</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse</p>

du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 08/04/2021 :</u> La notice de vérification y compris concernant les points singuliers de contrôle liés à la présence des antennes et de maintenance n'est pas tenue, en permanence, à la disposition de l'inspection. <u>Par courrier daté du 06/08/2021,</u> l'exploitant a précisé qu'une notice sera mise en place.</p> <p><u>Constat VI du 14/02/2024 :</u> L'exploitant n'a pas présenté la notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement.</p> <p><u>VI du 22/01/2026 :</u> L'exploitant n'a pas présenté la notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement. Il indique que cette notice sera transmise dès réception des équipements de protection contre la foudre.</p> <p><u>Constat :</u> L'exploitant ne dispose pas de notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement. L'écart relevé lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 n'est pas levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé, notamment la notice encadrant les modalités de vérification et de maintenance des équipements de protection contre la foudre installés sur l'établissement. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance vieillissement des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2009, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/04/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il est remédié à toute dégradation (début de corrosion, amorce de fissuration) susceptible d'être à l'origine de la rupture d'une paroi dans les délais les plus brefs.</p>

En outre, lorsque la zone d'ensevelissement est susceptible de sortir des limites de propriété, l'exploitant établit une procédure de contrôle visuel des parois, qui spécifie la nature et la fréquence de ces contrôles, qui donnent lieu à un enregistrement.

Constats :

Constat VI du 08/04/2021 :

Le rapport référencé : 28006A.20.ES.001 du mois d'août 2020 émit par le bureau d'études LA COOPÉRATION AGRICOLE fait état de la présence des désordres observés et classés par ordre d'urgence en fonction de leur gravité. Il recense 10 observations de degré de priorité D1 (priorité faible), 5 de priorité D2 (priorité moyenne) et 2 de priorité D3 (priorité haute). Le rapport précise que *"les interventions doivent être programmées dès que possible. [...] Pour les désordres caractérisés D1, pour lesquels il n'y a pas de notion d'urgence, les interventions peuvent s'intégrer dans le planning de maintenance classique."*

Par courrier daté du 06/08/2021, l'exploitant indique qu'un *"plan d'action va être mis en place et communiqué"*.

Constat VI du 14/02/2024 :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le plan des actions prévues pour mettre en œuvre les actions recommandées par le bureau d'études LA COOPÉRATION AGRICOLE pour corriger les désordres relevés dans le rapport référencé : 28006A.20.ES.001 du mois d'août 2020, accompagné d'un échéancier précis pour juger des délais de mise en œuvre de ces actions.

VI du 22/01/2026 :

Le rapport référencé : 28006A.20.ES.001 du mois d'août 2020 émit par le bureau d'études LA COOPÉRATION AGRICOLE fait état de la présence des désordres observés et classés par ordre d'urgence en fonction de leur gravité. Il recense 10 observations de degré de priorité D1 (priorité faible), 5 de priorité D2 (priorité moyenne) et 2 de priorité D3 (priorité haute). Le rapport précise que *"les interventions doivent être programmées dès que possible. [...] Pour les désordres caractérisés D1, pour lesquels il n'y a pas de notion d'urgence, les interventions peuvent s'intégrer dans le planning de maintenance classique."*

Par courriel daté du 19/01/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection un devis daté du 4 juillet 2025, émis par la société RTS Industrie et contre signé par l'exploitant en date du 31/07/2025. Le devis concerne le silo cathédrale (ravalement I3 cellules, ravalement I4 Galerie, ravalement I3 local arrière, lavage fosse, lavage terrasse dessus cellules, travaux d'étanchéité galerie/tour, remplacement de fenêtres sur galerie, traitement anticorrosion changements latéraux et passerelle, mise en place de garde corps sur cellule) et les petits silos (ravalement I3, lavage fosse et traitement anti-corrosion).

L'exploitant indique que ces travaux ont été réalisés fin 2025.

L'inspection a constaté la réalisation de ces travaux.

Constat : Pas d'écart relevé. L'écart constaté lors de la visite du 14/02/2024 est donc levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Autre, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

[...]

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. **Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate** d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation.

[...]

Constats :

VI du 22/01/2026 :

Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en **annexe** du présent rapport.

La simulation d'un dysfonctionnement de l'aspiration du silo 2 dit "petit silo" a permis de constater l'absence de fonctionnement du double asservissement des transporteurs à chaînes TCA1 et TCA2.

Par ailleurs, lors de la simulation du dysfonctionnement, il a été constaté un défaut de maintien du contact visuel sur l'interface de contrôle des silos (au niveau du synoptique du silo). Cette rupture du flux informationnel crée une latence entre l'occurrence d'un événement technique et sa perception par l'opérateur.

Constat :

- Absence de double asservissement des transporteurs à chaînes TCA1 et TCA2.
- Le synoptique du silo 2 dit "petit silo" présente quelques ruptures d'informations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Propreté des silos

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion et d'incendie

Prescription contrôlée :

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les

canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Constats :

VI du 22/01/2026 :

L'inspection des installations classées a constaté une présence excessive de poussières au niveau de la charpente de la galerie sur cellules du silo dit "petit silo". Des amas de poussières, d'une hauteur de l'ordre de 5 et 10 centimètres étaient présents le long des parois et sur les poutres constituant la charpente. L'inspection des installations classées a constaté que les autres parties du silo facilement accessibles (rez-de-chaussée et espace sur cellule) étaient correctement entretenues.

L'exploitant justifie ce défaut d'entretien par la complexité technique de l'opération, qui impose un arrêt de l'activité et le recours à un prestataire spécialisé.

L'exploitant a précisé que la charpente n'avait pas été nettoyée depuis au moins 15 ans.

Aussi, ce risque d'encrassement est par ailleurs accentué par l'absence de système d'extraction et l'absence de double asservissement des transporteurs à chaînes TCA1 et TCA2.

Ce manque de nettoyage, combiné à l'absence d'extracteurs de poussières et de double asservissement des transporteurs à chaînes, crée une situation favorisant l'accumulation de matières inflammables ou explosibles.

Pour rappel : La limitation des émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion nécessite un nettoyage régulier de l'ensemble du silo y compris les espaces difficilement accessibles sans moyens techniques adaptés. Une organisation de l'exploitation prenant en compte cet aspect (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) est à mettre en place.

Constat : Présence excessive de poussière au niveau de la charpente du silo 2 dit "petit silo".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2009, article 13.1

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de protection contre la foudre

Prescription contrôlée :

<p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. Les systèmes de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises où à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union Européenne. En particulier, les composants de protection contre la foudre doivent être conformes à la série des normes NF EN50164: Composants de protection contre la Foudre (CPF) et les éventuels parafoudres sont conformes à la série des normes NF EN 61643.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>VI du 22/01/2026 :</u></p> <p>L'exploitant a également transmis à l'inspection le rapport de vérification complète de l'installation de protection contre la foudre n° 093709482501R001 émis par l'organisme DEKRA et daté du 30/10/2025.</p> <p>Ce rapport mentionne une absence de testeur de paratonnerre à dispositif d'amorçage (Pda) qui est un outil de diagnostic indispensable pour vérifier que le circuit électronique interne d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage est toujours fonctionnel.</p> <p><u>Constat : Absence de testeur de paratonnerre à dispositif d'amorçage (Pda).</u></p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Installations électriques et équipements

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/05/2009, article 14.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations et les systèmes mobiles, doivent être conformes aux prescriptions de</p>

l'article 422 de la norme NFC 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie. Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants vagabonds et de la foudre. Les appareils et systèmes de protection, (y compris mobiles) susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils li (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussière) telles que définies dans le décret n°96-1010, du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible :

- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum{enveloppes «protégées contre les poussières » dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- L'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;

- L'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté;

Des actions correctives sont engagées dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Dans les silos, toute installation électrique autre que celle nécessaire à l'exploitation des cellules de stockage et des équipements du travail du grain est interdite. Les sources d'éclairages fixes ou mobiles sont protégées par des enveloppes résistantes au choc et compatibles avec les zones dans lesquelles elles sont employées.

Constats :

VI 22/01/2026 :

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification au titre de la réglementation ICPE n° 065654262401 R002 du 03/03/2025 émis par la société DEKRA. Ce rapport fait état de 3 écarts applicables aux locaux classés à risque d'incendie de niveau moyen (bâtiment grand silo interrupteur fixation défailante / bâtiment stockage à plat (LABADI) coffret électrique de circuits terminaux TD bât stockage conducteurs de protection (PE) raccordés sur la même borne / silo 2 (petit silo) silo coffret électrique de circuits terminaux TD silo 2 : conducteurs de protection (PE) raccordés sur la même borne).

L'exploitant a transmis à l'inspection le compte rendu de vérification périodique Q18 relatif aux installations électriques n° 065654262401 R001 émis par l'organisme de contrôle DEKRA daté du 03/03/2025. Ce compte-rendu indique qu'une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisée. Le rapport n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. L'exploitant a également transmis à l'inspection le compte rendu Q19 dossier de contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge n° 10794869/2501 R001 émis par DEKRA et daté du 30/10/2025. Ce rapport fait état d'une anomalie de priorité 2 au niveau du silo gare contacteur ventilation. En effet, un échauffement anormal du conducteur a été constaté. le rapport conclut qu' *"au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tel que défini dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, un départ de feu ou un incendie est possible. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque"*.

Par courriel daté du 19/01/2026, l'exploitant a transmis les devis n° DE00001957 et n°DE00001958

datés du 14/01/2026 émis par la société SAS GOJARD Electricité, correspondant à la levée de mise en conformité relative au rapport Q19 n° 10794869/2501 R001 et du rapport ICPE n° 065654262401 R002.

Par courriel daté du 22/01/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le justificatif attestant que les écarts observés dans le rapport DEKRA n° 10794869/2501 R001 ont été levés par la société SAS GOJARD située à Fontenay-sur-Eure (28). Les non-conformités de niveau 2 sont levées.

Constat : Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite